

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2004/200633]

**Avis. — Projet de convention environnementale relative
à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de piles usagées**

Conformément à l'article 5, § 2, du décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales, le Gouvernement wallon informe qu'il a adopté en première lecture, le 22 janvier 2004, le projet de convention ci-dessous.

Toute personne peut communiquer par écrit ses observations dans un délai d'un mois à dater de la présente publication à l'Office wallon des déchets, avenue Prince de Liège 15, à 5100 Jambes.

Le Gouvernement et les organismes ayant établi le projet de convention examineront les observations et avis communiqués et modifieront, le cas échéant, le projet de convention avant de l'adopter définitivement.

Projet de convention environnementale relative
à l'exécution de l'obligation de reprise en matière de piles usagées

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets modifié par le décret-programme du 19 décembre 1996 portant diverses mesures en matière de finances, emploi, environnement, travaux subsidiés, logement et action sociale, le décret du 27 novembre 1997 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports et partiellement annulé par l'arrêté de la Cour d'arbitrage numéro 81/97 du 17 décembre 1997, notamment l'article 8, 2^o modifié par le décret-programme du 17 décembre 1997 portant diverses mesures en matière d'impôts, taxes et redevances, de logement, de recherche, d'environnement, de pouvoirs locaux et de transports, par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, par le décret du 15 février 2001, par le décret du 20 décembre 2001 instaurant une obligation de reprise de certains biens ou déchets, par le décret d 20 décembre 2001 relatif à l'introduction de l'euro, par le décret du 18 juillet 2002 modifiant le Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, par le décret du 19 septembre 2002 modifiant les décrets du 27 juin 1996 relatif aux déchets et du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le décret du 15 mai 2003 modifiant le décret du 11 septembre 1985 organisant l'évaluation des incidences sur l'environnement dans la Région wallonne, le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, le décret du 11 septembre 1999 relatif au permis d'environnement et par le décret du 16 octobre 2003;

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

Vu la publication du projet de convention environnementale concernant l'exécution de l'obligation de reprise des piles usagées paru au *Moniteur belge* du ..., annoncée dans deux quotidiens d'expression française, un quotidien d'expression allemande ainsi que sur les sites Internet de la DGRNE et de la DGTRE;

Vu le protocole d'engagement relatif à la collecte sélective et au traitement des piles usagées du 17 juin 1997 prolongé par avenant jusqu'au 31 décembre 2002;

Considérant qu'il convient d'une part, de responsabiliser progressivement les secteurs à l'origine de la production de piles et d'autre part, de favoriser le recyclage des piles usées en vue de limiter drastiquement leur mise en décharge et leur incinération;

Considérant qu'il convient de maintenir l'unicité du marché belge des piles et accumulateurs;

Les parties suivantes :

1^o La Région wallonne, représentée par M. J.-Cl. Van Cauwenberghe, Ministre-Président du Gouvernement wallon et par M. Michel Foret, Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement, ci-après dénommée « la Région »;

2^o Les organisations suivantes :

a) la Fédération de l'Electricité et de l'Electronique A.S.B.L., dont le siège social, square E. Plasky 92/94, bte 1, à Bruxelles, représentée par M. Yves De Coorebyter, administrateur délégué de la F.E.E. et par M. Philippe Celis, administrateur et président de la section « Fabricants et Importateurs de piles ou accumulateurs » ci-après dénommée « F.E.E »;

b) BEBAT, dont le siège social se trouve boulevard Lambermont 342, à 1030 Bruxelles, représentée par M. Peter Coonen, président et par M. Yves Van Doren, directeur général, par la suite dénommées « les Organisations », conviennent ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. - Dispositions générales

Section 1^{re}. - Objet de la convention

Article 1^{er}. L'objet de la présente convention est de fixer les modalités d'exécution de l'obligation de reprise des piles ou accumulateurs conformément au chapitre IV de l'A.G.W. du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation et de leur gestion. Elle a également pour objet de tendre vers une approche harmonisée de la gestion des piles et accumulateurs usagés entre les trois Régions.

Section 2. - Concepts et définitions

Art. 2. Pour l'application de la présente convention, il y a lieu d'entendre par :

1° le « décret » : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets tel que modifié;

2° l'« arrêté » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 25 avril 2002 instaurant une obligation de reprise de certains déchets en vue de leur valorisation ou de leur gestion;

3° le « comité d'accompagnement » : le comité institué en vertu de l'article 14 de la présente convention;

4° « piles ou accumulateur » : source d'énergie électrique obtenue par la transformation directe d'énergie chimique, consistant en une ou plusieurs batteries exception faite des accumulateurs de démarrage au plomb;

5° « accumulateur de démarrage au plomb » : accumulateur constitué de plaques de plomb plongées dans une solution électrolytique et destiné au démarrage de moteurs à combustion;

6° « pile ou accumulateur usagé » : toute pile ou tout accumulateur dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

7° « producteur » : toute personne physique ou morale qui fabrique des piles et accumulateurs et les met sur le marché en Région wallonne;

8° « importateur » : toute personne physique ou morale qui importe des piles ou accumulateurs et les met sur le marché en Région wallonne;

9° « détaillant » : toute personne physique ou morale qui, en Région wallonne, offre en vente au consommateur des piles ou accumulateurs;

10° « système collectif » : le système mis en place par l'organisme de gestion en vue de la réalisation de l'obligation de reprise des piles et accumulateurs, telle que précisée dans l'arrêté;

11° « membres des Organisations » : les membres des organisations au sens de l'article 10 de la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique qui ont droit de vote lors de l'assemblée générale des organisations;

12° « organisme de gestion » : organisme ayant la forme d'une a.s.b.l. conformément à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée, créée par les membres des organisations en vue d'atteindre les objectifs de la convention;

13° « participant au système collectif » : toute personne physique ou morale qui a conclu une convention d'adhésion avec un organisme de gestion;

14° « Office » : l'Office wallon des déchets.

Section 3. - Champ d'application

Art. 3. § 1^{er}. La convention environnementale est conclue entre les parties mentionnées ci-dessus conformément au décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales. La présente convention est contraignante pour les parties précitées ainsi que pour tous les membres et participants des organismes ayant mandaté leur organisation à cette fin. Une liste des membres et participants des organismes ayant donné mandat est mise à disposition de l'Office.

Les parties mentionnées ci-dessus s'engagent à informer de manière complète leurs membres et participants des obligations découlant de la présente.

La présente convention s'applique aux membres de la section « Fabricants et Importateurs de piles ou accumulateurs » de la F.E.E., aux membres des autres Organisations et aux participants au système collectif.

Art. 4. Tombent sous l'application de cette convention les piles ou accumulateurs dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire et qui sont soumis à l'obligation légale de reprise.

CHAPITRE II. - Prévention

Art. 5. Les membres des Organisations s'engagent à :

- ramener à 0,002 % en poids pour le 1^{er} janvier 2004 au plus tard la quantité de cadmium dans les piles zinc-charbon et dans les piles alcaline-manganèse;
- ramener à 0,2 % en poids pour le 1^{er} janvier 2004 au plus tard la quantité de plomb dans les piles zinc-charbon et dans les piles alcaline-manganèse;
- communiquer de façon claire et active à l'égard des consommateurs et des fabricants d'appareils les types de piles qui, à l'intérieur de leur gamme, paraissent les plus appropriées pour certaines applications, compte tenu des caractéristiques techniques des piles et des applications;
- fournir les efforts nécessaires pour augmenter la qualité moyenne des piles qu'ils commercialisent pour ce qui concerne leur capacité, leur longévité et leur durée de conservation. Les résultats des efforts fournis seront évalués tous les deux ans par les membres des Organisations et le Comité d'accompagnement. Sur base de ces évaluations, le Comité d'accompagnement formulera les recommandations nécessaires à l'attention du Ministre de l'Environnement.

CHAPITRE III. - Collectes sélectives et traitement des piles

Section 1^{re}. - Collectes sélectives

Art. 6. § 1^{er}. Les Organisations prennent l'engagement de collecter ou de faire collecter gratuitement sur base régulière toutes les piles ou tous les accumulateurs usagés qui auront été collectés par les détaillants en vertu de l'article 28 de l'arrêté.

§ 2. Les Organisations prennent l'engagement de collecter ou de faire collecter gratuitement sur base régulière toutes les piles ou tous les accumulateurs usagés qui auront été collectés par les personnes morales de droit public ayant la responsabilité de la collecte des déchets ménagers.

§ 3. L'exécution de l'obligation de reprise doit permettre d'atteindre, à partir du 1^{er} janvier 2004 au plus tard, les objectifs de collecte prévus par les dispositions légales en vigueur dans la Région. Pendant la durée de la présente convention, l'obligation de reprise doit permettre de diminuer de 10 % le poids relatif des piles ou accumulateurs usagés qui n'ont pas été collectés séparément par rapport au poids total des piles ou accumulateurs usagés.

§ 4. Les Organisations prennent l'engagement de collecter ou de faire collecter gratuitement sur base régulière toutes les piles ou tous les accumulateurs usagés présents dans la Région dans des institutions autorisées à procéder au démantèlement et à la décontamination d'appareils électriques ou électroniques ou de véhicules hors d'usage.

§ 5. Les Organisations apportent un soin particulier à la collecte des piles ou accumulateurs contenant des matières dangereuses au sens de l'arrêté royal du 17 mars 1997 concernant les piles et accumulateurs contenant des matières dangereuses, les arrêtés de modification et les réglementations remplaçant l'arrêté susmentionné.

§ 6. L'organisme de gestion lance un appel à la concurrence pour la collecte des piles ou accumulateurs usagés et pour l'acheminement des piles ou accumulateurs collectés vers une installation de traitement des piles ou accumulateurs. Les collecteurs de piles ou accumulateurs usagés prennent l'engagement de respecter les dispositions légales régionales en vigueur. Le cahier des charges est soumis au préalable pour avis à l'Office. Si l'organisme de gestion s'écarte de l'avis de l'Office, ce dernier dispose d'un droit de recours auprès du comité d'accompagnement lié au respect de l'obligation légale de reprise et de la présente convention environnementale.

En cas de recours, le cahier des charges doit être approuvé à l'unanimité des membres du comité d'accompagnement.

En l'absence d'unanimité, le litige est porté devant le Ministre de l'Environnement, conformément à l'article 15, § 2, de la présente convention.

Le cahier des charges sera envoyé un mois avant la date de réunion du Comité d'accompagnement. Les résultats de l'appel d'offres sont communiqués et motivés à l'Office.

§ 7. Les Organisations s'engagent à collecter et à traiter ou faire traiter tous les récipients de collecte mis à disposition des consommateurs, quand ceux-ci sont hors service.

Section 2. - Tri - Traitement

Art. 7. § 1^{er}. Les piles usagées sont, dans une première étape, soumises à un tri permettant d'isoler les différentes fractions en vue de leur recyclage et au moins :

- les piles boutons à l'oxyde de mercure;
- les accumulateurs nickel-cadmium et nickel-hydrure métallique;
- les accumulateurs au plomb;
- les piles alcalines, salines et autres.

§ 2. La convention doit viser à traiter les piles et accumulateurs usagés et collectés dans la Région en exécution de l'article 6 conformément aux dispositions légales en vigueur dans la Région.

§ 3. Les procédés de recyclage doivent viser au respect des dispositions légales en vigueur dans la Région.

Les modes de tri et de traitement seront déterminés en fonction de l'évolution des techniques disponibles selon le principe de « la meilleure technologie disponible n'entraînant pas de coûts excessifs » et dont les coûts peuvent être couverts par la cotisation de collecte et de recyclage.

§ 4. Pour le calcul du taux de recyclage, il est déduit du poids total des piles ou accumulateurs usagés qui ont été collectés, le poids relatif à l'électrolyte.

§ 5. Les objectifs de recyclage sont évalués d'année en année en concertation entre les Organisations, l'Office et le Comité d'accompagnement. C'est sur base de cette évaluation que seront formulées les propositions nécessaires à présenter au Ministre en vue de l'adaptation du taux de recyclage.

§ 6. L'organisme de gestion lance un appel d'offres pour le traitement de piles ou accumulateurs usagés.

Le cahier des charges est soumis au préalable pour avis à l'Office. Si l'organisme de gestion s'écarte de l'avis de l'Office, ce dernier dispose d'un droit de recours auprès du comité d'accompagnement lié au respect de l'obligation légale de reprise et de la présente convention environnementale.

En cas de recours, le cahier des charges doit être approuvé à l'unanimité des membres du comité d'accompagnement.

En l'absence d'unanimité, le litige est porté devant le Ministre de l'Environnement, conformément à l'article 15, § 2, de la présente convention.

Les résultats de l'appel d'offres et le choix motivé de l'adjudicataire sont communiqués à l'Office.

§ 7. L'organisme de gestion met à la disposition de l'Office la liste des installations de traitement auxquelles il sera fait appel pour le traitement des piles et accumulateurs collectés en exécution de la présente convention.

§ 8. Les accords conclus avec les entreprises de traitement contiennent une ou plusieurs dispositions permettant le contrôle de l'activité économique par un organisme de certification indépendant.

CHAPITRE IV. - *L'organisme de gestion**Section 1^{re}. - Missions de l'organisme de gestion*

Art. 8. § 1^{er}. Les Organisations prennent l'initiative de créer un ou plusieurs organismes de gestion sous forme d'association(s) sans but lucratif conformément à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

§ 2. BEBAT est considéré comme étant le premier organisme de gestion au sens du présent article.

§ 3. Le ou les organismes de gestion prennent notamment en charge :

1. l'organisation de la collecte des piles ou accumulateurs usagés conformément aux dispositions de la présente convention;

2. l'organisation du traitement des piles ou accumulateurs usagés collectés;

3. la transmission d'informations à tous les acteurs concernés par la réalisation de la présente convention;

4. le suivi du monitoring visant à atteindre les résultats mentionnés à l'article 4 et 5 et la réalisation des autres dispositions de la présente convention et la garantie de leur contrôle.

§ 4. Deux représentants de l'Office sont invités aux réunions du conseil d'administration de l'organisme de gestion. Ils participent aux réunions du conseil d'administration, sans disposer néanmoins d'un droit de vote.

Ils reçoivent également les rapports des réunions du conseil d'administration.

§ 5. L'Organisme de gestion établit chaque année un plan de gestion, qui est soumis pour avis à l'Office.

Ce plan de gestion comprend les mesures nécessaires afin de garantir la collecte et le traitement des piles et accumulateurs pendant une période de six mois après la cession éventuelle des activités de l'Organisme de gestion.

Si l'organisme de gestion s'écarte de l'avis de l'Office, ce dernier dispose d'un droit de recours auprès du comité d'accompagnement lié au respect de l'obligation légale de reprise et de la présente convention environnementale.

En cas de recours, le cahier des charges doit être approuvé à l'unanimité des membres du comité d'accompagnement.

En l'absence d'unanimité, le litige est porté devant le Ministre de l'Environnement, conformément à l'article 15, § 2, de la présente convention.

§ 6. Si les objectifs de la présente convention ne sont pas atteints par l'exécution du plan de gestion, l'organisme de gestion s'engage à introduire un plan de remise à niveau conformément à l'article 18.

*Section 2. - Rapportage et contrôle**Fournitures des données*

Art. 9. § 1^{er}. Les Organisations communiquent chaque année au plus tard le 1^{er} avril à l'Office et au Comité d'accompagnement la quantité de piles et accumulateurs mise sur le marché par leurs membres et leurs participants dans la Région au cours de l'année civile précédente, et ce exprimé en kilogrammes et réparti au moins d'après chacune des catégories reprises ci-après :

1^o piles au zinc-charbon;

2^o piles ou accumulateurs alcaline-manganèse;

3^o piles à l'oxyde de mercure;

4^o piles à l'oxyde d'argent;

5^o piles au zinc-air;

6^o accumulateurs au nickel-cadmium;

7^o accumulateurs au nickel-métalhydrure;

8^o accumulateurs au lithium;

9^o accumulateurs au plomb;

10^o autres piles ou accumulateurs.

Le poids de piles ou accumulateurs mis sur le marché dans la Région est déterminé en fonction de la quantité totale de piles ou accumulateurs mise sur le marché en Belgique durant la même période et en fonction des données démographiques communiquées par l'Institut national des Statistiques.

§ 2. Les Organisations communiquent chaque année au plus tard le 1^{er} avril à l'Office et au Comité d'accompagnement la quantité de piles et accumulateurs collectés par leurs soins en exécution de la présente convention de gestion environnementale, et ce exprimé en kilogrammes et réparti au moins selon chacune des catégories ci-après :

1^o piles rechargeables;

2^o piles ou accumulateurs-boutons;

3^o accumulateurs au plomb;

4^o autres piles ou accumulateurs.

§ 3. Les Organisations communiquent chaque année au plus tard le 1^{er} avril à l'Office et au Comité d'accompagnement, sur base des données dont question aux §§ 1^{er} et 2 ci-dessus, une estimation des tonnages de piles et accumulateurs collectés par leurs soins en exécution de la présente convention et répartis au moins selon chacune des catégories reprises ci-après :

1^o piles au zinc-charbon;

2^o piles ou accumulateurs alcaline-manganèse;

3^o piles à l'oxyde de mercure;

4^o piles à l'oxyde d'argent;

5^o piles au zinc-air;

6^o accumulateurs au nickel-cadmium;

7^o accumulateurs au nickel-métalhydrure;

8^o accumulateurs au lithium;

9^o accumulateurs au plomb;

10^o autres piles ou accumulateurs.

§ 4. Les Organisations communiquent chaque année au plus tard le 1^{er} avril à l'Office et au Comité d'accompagnement la liste des établissements au sein desquels les piles et accumulateurs usagés collectés par leurs soins ont été triés et traités ainsi que la manière avec laquelle ce tri et ce traitement a eu lieu.

§ 5. Les Organisations communiquent chaque année au plus tard le 1^{er} avril, sur base d'un bilan masse-matière théorique, à l'Office et au Comité d'accompagnement le poids de déchets recyclés en provenance des piles ou accumulateurs usagés, et ce pour chacune des catégories mentionnées à l'article 7, § 1^{er}.

§ 6. Les Organisations informent l'Office et le Comité d'accompagnement des conventions pour recyclage et valorisation conclues pour le compte de l'organisme de gestion en vue d'atteindre l'objectif poursuivi par la présente convention.

§ 7. Afin d'atteindre les objectifs visés par la présente convention, l'organisme de gestion élabore chaque année à l'intention des consommateurs une campagne d'information et de sensibilisation.

Les projets de campagne sont soumis pour avis à l'Office. Au cas où les campagnes d'information ne seraient pas en concordance avec les dispositions de la présente convention ou préjudiciables aux campagnes d'utilité générale menées par la Région, l'organisme de gestion est tenu d'adapter en conséquence ses campagnes d'information.

§ 8. L'organisme de gestion présente chaque année à l'Office et au comité d'accompagnement un plan d'action prospectif par étape sur cinq ans en vue de détailler la vision prospective des actions qui seront menées afin d'aboutir aux résultats en matière de recyclage et de valorisation.

Contrôle

Art. 10. § 1^{er}. L'organisme de gestion ne peut refuser l'adhésion d'aucune entreprise à laquelle l'obligation de reprise visée dans la présente convention s'appliquerait sauf pour motifs graves qui seront dûment justifiés à l'Office.

§ 2. En vue de l'exécution des dispositions de la présente convention, les Organisations sont autorisées à conclure des conventions avec des tiers disposant des moyens requis pour être en mesure de remplir leur obligation de reprise et respectant la législation régionale en vigueur.

§ 3. Les organismes de gestion peuvent transmettre à l'Office et au Comité d'accompagnement les données requises en vertu de l'article 9 sous forme globalisée pour l'ensemble des producteurs et importateurs adhérents. Ces données chiffrées sont certifiées conformes par le réviseur de l'organisme de gestion.

§ 4. Chaque année l'organisme de gestion fera contrôler à ses frais ses comptes annuels par un réviseur d'entreprise. Le rapport établi par le réviseur d'entreprise est transmis à l'Office et à l'organisme de gestion.

Ce rapport annuel donne une image précise du mode de financement du système collectif.

L'Office dispose de la possibilité de demander des requêtes supplémentaires au réviseur d'entreprise.

§ 5. L'Office et le Comité d'accompagnement sont tenus informés de toutes les décisions stratégiques relatives aux aspects opérationnels et logistiques de l'exécution de la présente convention.

Section 3. - Financement

Art. 11. § 1^{er}. Les participants au système collectif paient le financement du système à l'organisme de gestion via une contribution par pile ou accumulateur lors de leur mise sur le marché. Cette contribution peut être différente pour chaque type de pile ou accumulateur, et ce compte tenu des frais intervenant pour ces différents types dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Le montant de cette contribution est déterminé par l'organisme de gestion en tenant compte des frais prévisionnels pour, entre autres, la collecte, le tri et le traitement.

§ 2. Le niveau et les modalités de la contribution dont question au § 1^{er} sont soumis pour avis à l'Office, motivation adéquate à l'appui.

Un plan financier est élaboré pour établir le montant des cotisations. Ce plan financier est soumis à l'Office par l'organisme de gestion. L'Office est tenu de remettre son avis dans le mois, à dater de la réception de toutes les pièces justificatives.

§ 3. Le montant de la contribution dont question au § 1^{er} est sujet à révision annuelle. La contribution revue sera applicable au plus tard six mois après l'avis émis par l'Office.

§ 4. La contribution avec indication des montants correspondants est toujours mentionnée séparément sur la facture lors d'une vente de piles ou accumulateurs.

§ 5. Pour le calcul des contributions à verser par eux en vertu du § 1^{er} du présent article, les participants au système collectif communiquent périodiquement à l'organisme de gestion le nombre de piles ou accumulateurs mis sur le marché par chacun d'eux au cours de la période de référence.

La périodicité du rapportage et la période de référence sont déterminées par l'organisme de gestion.

§ 6. La contribution dont question au § 1^{er} du présent article n'est pas due pour les piles ou accumulateurs pour lesquels les participants au système collectif peuvent fournir la preuve qu'une contribution de collecte et de recyclage a été payée à un système de collecte et de recyclage, avec lequel l'organisme de gestion a conclu une convention à cet effet.

§ 7. En plus des contributions dont question au § 1^{er} du présent article, les participants au système collectif paient à l'organisme de gestion une redevance annuelle. Celle-ci couvre, entre autres, le traitement administratif des déclarations des participants au sein du système collectif et les frais d'administration pour les rapports à envoyer aux autorités. Pour les entreprises mettant sur le marché moins de 1.000 piles/an, un système de déclaration simplifiée est mis en place couvrant à la fois les contributions de collecte et de recyclage et la redevance annuelle.

Sensibilisation des consommateurs

Art. 12. Le vendeur final est tenu d'apposer dans un endroit visible dans chacun des points de vente un avis précisant la manière avec laquelle il répond aux dispositions de la présente convention. Le matériel de sensibilisation mis à disposition par l'organisme de gestion est soumis à l'avis préalable de l'Office.

Tâches des autorités

Art. 13. § 1^{er}. Afin de prévenir une perturbation du marché, la Région veille à ce que les dispositions légales en vigueur en ce qui concerne l'obligation d'acceptation soient rigoureusement appliquées et sanctionnées. A cet effet, les autorités s'engagent à élaborer et introduire les instruments de contrôle qui s'imposent.

Le contrôle en question vise en premier lieu l'identification de tous les producteurs et importateurs soumis à l'obligation de reprise et ensuite le respect effectif par ces producteurs et importateurs de l'obligation de reprise qui leur est imposée. Les autorités prennent l'initiative de s'attaquer ensemble avec les organisations signataires au problème posé par ceux cherchant à échapper à cette contrainte.

§ 2. Afin de soutenir la démarche entreprise par les organisations et leurs membres par la signature de la présente convention, la Région s'engage à prendre à son niveau les dispositions réglementaires complémentaires qui s'imposent, dans la mesure où la réalisation de l'obligation de reprise l'exige et après concertation avec les organisations.

CHAPITRE V. - Dispositions finales

Comité d'accompagnement

Art. 14. Il est institué un Comité d'accompagnement.

Ce Comité est composé au moins de :

- un représentant du Ministre;
- un représentant de l'O.W.D.;
- un représentant de la F.E.E.;
- un représentant de BEBAT.

Chaque représentant peut se faire remplacer par un suppléant.

Le Comité d'accompagnement prend ses décisions par consensus.

Commission des litiges

Art. 15. § 1^{er}. En cas de litige concernant l'exécution de la convention, une commission des litiges sera mise en place. Cette commission est constituée ad hoc (en fonction de la nature du litige) et se compose toujours de deux représentants de la Région, de deux représentants des Organisations et d'un président. Le président est désigné parmi les représentants de la Région avec le consensus des autres représentants.

§ 2. La commission des litiges prend ses décisions par consensus; si aucun consensus n'est atteint, la commission des litiges fait rapport au Ministre.

Durée et fin de la convention

Art. 16. § 1^{er}. La convention entre en vigueur le dixième jour après sa publication intégrale conformément à l'article 4 du décret du 20 décembre 2001 relatif aux conventions environnementales.

§ 2. La convention est conclue pour une durée de cinq ans.

Elle peut être modifiée de commun accord comme prévu à l'article 8 du décret précité relatif aux conventions environnementales.

Elle peut être renouvelée par la Région et une ou plusieurs des Organisations de commun accord suivant les dispositions du décret précité.

§ 3. Les parties signataires ont le droit de résilier à tout moment la convention, moyennant le respect à condition qu'elles respectent un délai de préavis de six mois.

Le délai de préavis commence à courir le premier jour du mois suivant la notification.

La notification de la résiliation se fera sous peine de nullité soit par lettre recommandée envoyée par la poste, soit par exploit d'huissier.

§ 4. S'il est mis fin à cette convention, que ce soit par l'échéance du délai prévu, par la résiliation par une ou plusieurs des parties signataires, les fabricants et importateurs de piles et accumulateurs, auxquels cette convention s'applique, sont tenus de répondre à l'obligation de reprise suivant les dispositions du décret et de l'arrêté.

Clause de compétence

Art. 17. Toute procédure naissant de la présente convention environnementale ou y afférente pour laquelle la commission de litige ne trouve pas de solution comme stipulé à l'article 15 de la présente convention, relève de la compétence des juges de paix et des tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Namur.

Clause pénale

Art. 18. En cas de non respect des dispositions qui précèdent, constaté par la Région et notifié par lettre recommandée à l'organisme de gestion, celui-ci introduit un plan de remise à niveau à l'Office, dans un délai de deux mois à dater de la notification du constat d'infraction.

Si l'Office refuse le plan, il notifie son avis par courrier recommandé qui mentionne les motifs du refus. L'organisme est alors tenu d'introduire un plan révisé tenant compte des critiques émises par l'Office dans un délai d'un mois sous peine d'une sanction financière de € 15.000 payable à l'Office.

Un recours peut être adressé au Ministre de l'Environnement contre la décision de l'Office. Le Ministre statue sur ce recours dans un délai de quarante jours.

Clause finale

Art. 19. La convention environnementale est conclue à Namur, le ... et signée par les représentants de toutes les parties dont chacune reconnaît en avoir reçu un exemplaire.

Namur, le ...

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Pour la Fédération de l'Electricité et de l'Electronique A.S.B.L. :

Y. DE COOREBYTER
Ph. CELIS
Pour BEBAT :
P. COONEN
Y. VAN DOREN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[2004/200633]

**Bericht. — Projekt einer Umweltvereinbarung
über die Rücknahmepflicht für ausgediente Altbatterien**

Gemäß Artikel 5, § 2 des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen teilt die Wallonische Regierung mit, dass sie am 22. Januari 2004 das nachstehende Vereinbarungsprojekt in erster Lesung verabschiedet hat.

Jeder kann dem « Office wallon des déchets » (Wallonisches Amt für Abfälle), avenue Prince de Liège 15, in 5100 Jambes, seine Anmerkungen innerhalb von einem Monat nach der vorliegenden Veröffentlichung schriftlich mitteilen.

Die Regierung und die Organisationen, die das Umweltvereinbarungsprojekt erarbeitet haben, werden die mitgeteilten Anmerkungen und Stellungnahmen untersuchen und das Vereinbarungsprojekt gegebenenfalls abändern, bevor es endgültig verabschiedet wird.

Projekt einer Umweltvereinbarung
über die Rücknahmepflicht für ausgediente Altbatterien

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, abgeändert durch das Programmdekret vom 19. Dezember 1996 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Finanzen, Beschäftigung, Umwelt, bezuschusste Arbeiten, Wohnungswesen und soziale Maßnahmen, durch das Dekret vom 27. November 1997 zur Abänderung des wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, teilweise abgeändert durch das Urteil des Schiedshofs Nummer 81/97 vom 17. Dezember 1997, insbesondere Artikel 8, 2°, abgeändert durch das Programmdekret vom 17. Dezember 1997 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Steuern, Abgaben und Gebühren, Wohnungswesen, Forschung, Umwelt, lokale Behörden und Transportwesen, durch das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, durch das Dekret vom 15. Februar 2001, durch das Dekret vom 20. Dezember 2001 zur Einführung einer Rücknahmepflicht bestimmter Güter und Abfälle, durch das Dekret vom 20. Dezember 2001 über die Einführung des Euro, durch das Dekret vom 18. Juli 2002 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe, durch das Dekret vom 19. September 2002 zur Abänderung der Dekrete vom 27. Juni 1996 über die Abfälle und vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, des Dekrets vom 15. Mai 2003 zur Abänderung des Dekrets vom 11. September 1985 zur Organisation der Bewertung der Ein- und Auswirkungen auf die Umwelt in der Wallonischen Region, des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, des Dekrets vom 11. September über die Umweltgenehmigung und durch das Dekret vom 16. Oktober 2003;

Aufgrund des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung;

Aufgrund der Bekanntmachung des im *Belgischen Staatsblatt* vom ... veröffentlichten Umweltvereinbarungsprojekts über die Rücknahmepflicht für Altbatterien, die in zwei Tageszeitungen französischer Sprache und einer Tageszeitung deutscher Sprache und auf der Webseite der D.G.R.N.E. (Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt) und der D.G.R.T.E. (Generaldirektion der Technologien, der Forschung und der Energie) erschienen ist;

Aufgrund des Verpflichtungsprotokolls über die selektive Sammlung und Behandlung der Altbatterien vom 17. Juni 1997, verlängert durch einen Nachtrag bis zum 31. Dezember 2002;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, einerseits das Verantwortungsbewusstsein der Sektoren, die am Ursprung der Herstellung von Batterien sind, schrittweise zu wecken, und andererseits das Recycling der Altbatterien zu fördern, um deren Ablagerung und Verbrennung drastisch einzuschränken;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, die Einheitlichkeit des belgischen Batterien- und Akkumarkts aufrechtzuerhalten;

Die folgenden parteien:

1° die Wallonische Region, vertreten durch Herrn J.-Cl. Van Cauwenberghe, Minister-Präsident der Wallonischen Regierung und durch Herrn M. Foret, Wallonischer Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt, nachstehend « die Region » genannt;

2° die folgenden Organisationen:

a) die VoE « Fédération de l'Electricité et de l'Electronique »,

deren Gesellschaftssitz square E. Plasky 92/94, BFK 1 in Brüssel liegt, vertreten durch Herrn Yves De Coorebyter, geschäftsführendes Verwaltungsratsmitglied der « F.E.E. » und durch Herrn Philippe Celis, Verwaltungsratsmitglied und Vorsitzender der Abteilung « Hersteller und Importeure von Batterien oder Akkus », nachstehend die « F.E.E. » genannt;

b) die VoE « BEBAT », deren Gesellschaftssitz boulevard Lambermont 342bis, 1030 in Brüssel liegt, vertreten durch Herrn Peter Coonen, Vorsitzender, und durch Herrn Yves Van Doren, Generaldirektor,

nachstehend « die Organisationen » genannt,

haben folgendes vereinbart:

KAPITEL I - *Allgemeine Bestimmungen*

Abschnitt 1 - Gegenstand der Vereinbarung

Artikel 1 - Gegenstand der vorliegenden Vereinbarung ist es, die Durchführungsmodalitäten der Rücknahmepflicht der Batterien oder Akkus gemäß Kapitel IV des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung festzulegen. Sie hat ebenfalls zum Gegenstand, eine harmonisierte Vorgehensweise in Sachen Bewirtschaftung der Altbatterien und -akkus zwischen den drei Regionen anzustreben.

Abschnitt 2 - Gegenstand der Vereinbarung

Art. 2 - Zur Anwendung der vorliegenden Vereinbarung gelten folgende Definitionen:

1° « Dekret »: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, in seiner abgeänderten Fassung;

2° « Erlass »: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. April 2002 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle im Hinblick auf deren Verwertung oder Bewirtschaftung;

3° « Begleitausschuss »: der aufgrund des Artikels 14 der vorliegenden Vereinbarung eingeführte Begleitausschuss;

4° « Batterien oder Akkus »: durch die direkte Umwandlung chemischer Energie gewonnene elektrische Energiequelle, die aus einer oder mehreren Batterien besteht, mit Ausnahme der Bleistarterakkus;

5° « Bleistarterakku »: Akkumulator, der aus in eine elektrolytische Lösung getauchten Bleiplatten besteht und zum Starten eines Verbrennungsmotors bestimmt ist;

6° « Altbatterie oder -akku »: jede Batterie oder jeder Akku, deren(dessen) sich der Eigentümer entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

7° « Erzeuger »: jede natürliche oder juristische Person, die Batterien und Akkus herstellt und sie in der Wallonischen Region auf den Markt bringt;

8° « Importeur »: jede natürliche oder juristische Person, die Batterien und Akkus importiert und sie in der Wallonischen Region auf den Markt bringt;

9° « Einzelhändler »: jede natürliche oder juristische Person, die dem Verbraucher in der Wallonischen Region Batterien und Akkus zum Verkauf anbietet;

10° « Kollektivsystem »: das von der Verwaltungsinstanz im Hinblick auf die in dem Erlass angegebene Durchführung der Rücknahmepflicht für Batterien und Akkus eingeführte System;

11° « Organisationsmitglieder »: die Mitglieder der Organisationen im Sinne des Artikels 10 des Gesetzes vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Organisationen in seiner abgeänderten Fassung, die bei der Generalversammlung stimmberechtigt sind;

12° « Verwaltungsinstanz »: die Instanz in der Form einer von den Organisationsmitgliedern im Hinblick auf die Erreichung der Zielsetzung der Vereinbarung gegründeten VoE gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 in der abgeänderten Fassung;

13° « Teilnehmer des Kollektivsystems »: jede natürliche oder juristische Person, die mit einer Verwaltungsinstanz eine Beitrittsvereinbarung abgeschlossen hat;

14° « Amt »: das « Office wallon des déchets » (Wallonisches Amt für Abfälle).

Abschnitt 3 - Anwendungsbereich

Art. 3 - § 1. Die Umweltvereinbarung wird zwischen den vorerwähnten Parteien gemäß dem Dekret vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen abgeschlossen. Die vorliegende Vereinbarung ist verbindlich für die vorerwähnten Parteien sowie für alle Mitglieder und Teilnehmer der Organisationen, die ihre Organisation zu diesem Zweck bevollmächtigt haben. Eine Liste der Mitglieder und Teilnehmer der Organisationen, die eine Bevollmächtigung erteilt haben, wird dem Amt zur Verfügung gestellt.

Die vorerwähnten Parteien verpflichten sich, ihre Mitglieder und Teilnehmer vollständig von den Verpflichtungen, die sich aus der vorliegenden Vereinbarung ergeben, in Kenntnis zu setzen.

Die vorliegende Vereinbarung ist auf die Mitglieder der Abteilung « Hersteller und Importeure von Batterien oder Akkus » der F.E.E., auf die Mitglieder der anderen Organisationen und auf die Teilnehmer des Kollektivsystems anwendbar.

Art. 4 - Die Batterien und Akkus, deren sich der Eigentümer entledigt, entledigen will oder entledigen muss und die der gesetzlichen Rücknahmepflicht unterliegen, fallen unter die Anwendung der vorliegenden Vereinbarung.

KAPITEL II - Vorbeugung

Art. 5 - Die Organisationsmitglieder verpflichten sich:

- die Kadmiummenge in den Kohlezinkbatterien und Alkalimanganbatterien spätestens bis zum 1. Januar 2004 auf 0,002% an Gewicht herabzusetzen;
- die Bleimenge in den Kohlezinkbatterien und Alkalimanganbatterien spätestens bis zum 1. Januar 2004 auf 0,2% an Gewicht herabzusetzen;
- den Verbrauchern und Herstellern von Geräten auf deutliche und aktive Weise die Batterietypen zu vermitteln, die innerhalb ihres Sortiments für bestimmte Anwendungen am geeignetsten erscheinen, und zwar unter Berücksichtigung der technischen Eigenschaften der Batterien und Anwendungen;
- die erforderlichen Anstrengungen zu unternehmen, um die Durchschnittsqualität der von ihnen vermarkteten Batterien, was deren Kapazität, Lebensdauer und Lagerfähigkeit betrifft, zu erhöhen. Die Ergebnisse der unternommenen Anstrengungen werden alle zwei Jahre von den Organisationsmitgliedern und dem Begleitausschuss bewertet. Auf der Grundlage dieser Bewertungen stellt der Begleitausschuss dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, die erforderlichen Empfehlungen aus.

*KAPITEL III. - Selektive sammlungen und behandlung der batterien**Abschnitt 1 - Selektive sammlungen*

Art. 6 - § 1. Die Organisationen verpflichten sich, alle Altbatterien oder -akkus, die von den Einzelhändlern aufgrund des Artikels 28 des Erlasses gesammelt wurden, regelmäßig und unentgeltlich zu sammeln oder sammeln zu lassen.

§ 2. Die Organisationen verpflichten sich, alle Altbatterien oder -akkus, die von den für die Sammlung der Haushaltsabfälle verantwortlichen juristischen Personen öffentlichen Rechts gesammelt wurden, regelmäßig und unentgeltlich zu sammeln oder sammeln zu lassen.

§ 3. Die Durchführung der Rücknahmepflicht muss es ermöglichen, spätestens ab dem 1. Januar 2004 die durch die in der Region geltenden gesetzlichen Bestimmungen vorgesehenen Zielsetzungen für die Sammlung zu erreichen. Während der Dauer der vorliegenden Vereinbarung muss die Rücknahmepflicht es ermöglichen, das relative Gewicht der nicht getrennt gesammelten Altbatterien oder -akkus um 10% im Verhältnis zum Gesamtgewicht der Altbatterien oder -akkus zu senken.

§ 4. Die Organisationen verpflichten sich, alle Altbatterien oder -akkus, die in der Region in Einrichtungen vorhanden sind, die zur Verschrottung elektrischer oder elektronischer Geräte oder ausgedienter Fahrzeuge befugt sind, regelmäßig und unentgeltlich zu sammeln oder sammeln zu lassen.

§ 5. Die Organisationen tragen eine besondere Sorge für die Sammlung der Batterien oder Akkus, die gefährliche Stoffe im Sinne des Königlichen Erlasses vom 17. März 1997 über gefährliche Stoffe enthaltende Batterien und Akkumulatoren, der Abänderungserlasse und der den oben erwähnten Erlass ersetzenden Regelungen, enthalten.

§ 6. Die Verwaltungsinstanz schreibt ein Angebotsverfahren für die Sammlung der Altbatterien oder -akkus und für das Weiterleiten der Altbatterien oder -akkus zu einer Behandlungsanlage für Altbatterien oder -akkus aus. Die Sammler von Altbatterien oder -akkus verpflichten sich dazu, die geltenden regionalen gesetzlichen Bestimmungen einzuhalten. Das Lastenheft wird vorher dem Amt zur Begutachtung unterbreitet. Wenn die Verwaltungsinstanz von dem Gutachten des Amts abweicht, verfügt Letzteres über ein Einspruchsrecht beim Begleitausschuss in Zusammenhang mit der Einhaltung der gesetzlichen Rücknahmepflicht und der vorliegenden Umweltvereinbarung.

Im Falle eines Einspruchs muss das Lastenheft von den Mitgliedern des Begleitausschusses einstimmig gutgeheißen werden.

Bei Uneinstimmigkeit wird der Streitfall gemäß Artikel 15, § 2 der vorliegenden Vereinbarung vor den Minister gebracht, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

Das Lastenheft wird ein Monat vor dem Datum der Versammlung des Begleitausschusses übermittelt. Die Ergebnisse des Angebotsaufrufs werden dem Amt übermittelt und begründet.

§ 7. Die Organisationen verpflichten sich dazu, alle Behälter, die den Verbrauchern im Hinblick auf die Sammlung zur Verfügung gestellt werden, zu sammeln, zu behandeln oder deren Behandlung zu veranlassen, sobald sie ausgedient sind.

Abschnitt 2 - Sortierung - Behandlung

Art. 7 - § 1. Die Altbatterien unterliegen in einer ersten Phase einer Sortierung, durch die die verschiedenen Fraktionen zwecks deren Recycling voneinander getrennt werden, und zwar mindestens:

- Quecksilberoxid-Knopfbatterien;
- Nickel-Kadmium und Nickel-Metallhydrid-Akkus;
- Bleiakkus;
- Alkali-, Salzzellbatterien und Sonstiges.

§ 2. Die Vereinbarung muss darauf abzielen, die in der Region gesammelten Altbatterien und -akkus in Durchführung des Artikels 6 gemäß den in der Region geltenden gesetzlichen Bestimmungen zu behandeln.

§ 3. Die Recyclingverfahren müssen auf die Einhaltung der in der Region geltenden gesetzlichen Bestimmungen abzielen.

Die Sortierungs- und Behandlungsverfahren werden derart bestimmt, dass die Entwicklung der verfügbaren Techniken nach dem Grundsatz «die beste verfügbare Technologie, die keine übermäßigen Kosten nach sich zieht» berücksichtigt werden kann und deren Kosten von dem Sammlungs- und Recyclingbeitrag gedeckt werden können.

§ 4. Für die Berechnung der Recyclingquote wird das Gewicht bezüglich des Elektrolyts von dem Gesamtgewicht der gesammelten Altbatterien oder -akkus abgezogen.

§ 5. Die Zielsetzungen des Recycling werden von Jahr zu Jahr im Einvernehmen zwischen den Organisationen, dem Amt und dem Begleitausschuss bewertet. Auf der Grundlage dieser Bewertung werden die erforderlichen Vorschläge geäußert, die dem Minister im Hinblick auf die Anpassung der Recyclingquote unterbreitet werden.

§ 6. Die Verwaltungsinstanz schreibt einen Angebotsaufruf für die Behandlung der Altbatterien oder -akkus aus.

Das Lastenheft wird vorher dem Amt zur Begutachtung unterbreitet. Wenn die Verwaltungsinstanz von dem Gutachten des Amts abweicht, verfügt Letzteres über ein Einspruchsrecht beim Begleitausschuss in Zusammenhang mit der Einhaltung der gesetzlichen Rücknahmepflicht und der vorliegenden Umweltvereinbarung.

Im Falle eines Einspruchs muss das Lastenheft von den Mitgliedern des Begleitausschusses einstimmig gutgeheißen werden.

Bei Uneinstimmigkeit wird der Streitfall gemäß Artikel 15, § 2 der vorliegenden Vereinbarung vor den Minister gebracht, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört. Die Ergebnisse des Angebotsaufrufs und die begründete Auswahl des Auftragnehmers werden dem Amt übermittelt.

§ 7. Die Verwaltungsinstanz stellt dem Amt die Liste der Behandlungsanlagen zur Verfügung, die zur Behandlung der gesammelten Batterien und Akkus in Durchführung der vorliegenden Vereinbarung herangezogen werden.

§ 8. Die mit den Behandlungsunternehmen abgeschlossenen Vereinbarungen enthalten eine oder mehrere Bestimmungen, durch die die wirtschaftliche Tätigkeit durch eine unabhängige Zertifizierungseinrichtung kontrolliert werden kann.

*KAPITEL IV - Verwaltungsinstanz**Abschnitt 1 - Aufgaben der Verwaltungsinstanz*

Art. 8 - § 1. Die Organisationen ergreifen die Initiative, eine oder mehrere Verwaltungsinstanzen in der Form von Vereinigungen ohne Erwerbszweck gemäß dem Gesetz vom 27. Juni 1921 zur Gewährung der Rechtspersönlichkeit an Vereinigungen ohne Erwerbszweck und gemeinnützige Organisationen in seiner abgeänderten Fassung zu gründen.

§ 2. BEBAT wird als erste Verwaltungsinstanz im Sinne des vorliegenden Artikels betrachtet.

§ 3. Die Verwaltungsinstanz(en) übernimmt bzw. übernehmen insbesondere:

1. die Organisation der Sammlung der Altbatterien oder -akkus gemäß den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung;
2. die Organisation der Behandlung der gesammelten Altbatterien oder -akkus;
3. die Übermittlung von Informationen an alle, von der Durchführung der vorliegenden Vereinbarung betroffenen Akteure;
4. die Begleitung des Monitorings im Hinblick auf die Erzielung der in Artikel 4 und 5 erwähnten Ergebnisse und die Durchführung der anderen Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung und die Gewährleistung ihrer Kontrolle.

§ 4. Zwei Vertreter des Amts werden zu den Versammlungen des Verwaltungsrats der Verwaltungsinstanz geladen. Sie nehmen an den Versammlungen des Verwaltungsrats teil, ohne jedoch stimmberechtigt zu sein.

Sie erhalten ebenfalls die Berichte der Versammlungen des Verwaltungsrats.

§ 5. Die Verwaltungsinstanz erstellt jedes Jahr einen Verwaltungsplan, der dem Amt zur Begutachtung unterbreitet wird.

Dieser Verwaltungsplan enthält die erforderlichen Maßnahmen, um die Sammlung und Behandlung der Batterien und Akkus während eines Zeitraums von sechs Monaten ab der eventuellen Abtretung der Tätigkeiten der Verwaltungsinstanz zu gewährleisten.

Wenn die Verwaltungsinstanz von dem Gutachten des Amts abweicht, verfügt Letzteres über ein Einspruchsrecht beim Begleitausschuss in Zusammenhang mit der Einhaltung der gesetzlichen Rücknahmepflicht und der vorliegenden Umweltvereinbarung.

Im Falle eines Einspruchs muss das Lastenheft von den Mitgliedern des Begleitausschusses einstimmig gutgeheißen werden.

Bei Uneinstimmigkeit wird der Streitfall gemäß Artikel 15, § 2 der vorliegenden Vereinbarung vor den Minister gebracht, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört.

§ 6. Wenn die Zielsetzungen der vorliegenden Vereinbarung durch die Durchführung des Verwaltungsplans nicht erreicht werden, verpflichtet sich die Verwaltungsinstanz, einen Anpassungsplan gemäß Artikel 18 einzureichen.

Abschnitt 2 - Berichterstattung und Kontrolle

Übermittlung von Daten

Art. 9 - § 1. Die Organisationen übermitteln dem Amt und dem Begleitausschuss jedes Jahr spätestens bis zum 1. April die Menge der Batterien und Akkus, die von ihren Mitgliedern und Teilnehmern im Laufe des vorhergehenden Kalenderjahres in der Region auf den Markt gebracht wurde, und zwar ausgedrückt in Kilogramm und mindestens nach jeder der nachstehend angeführten Kategorien aufgeteilt:

- 1° Kohlezinkbatterien;
- 2° Alkalimanganbatterien oder -akkus;
- 3° Quecksilberoxidbatterien
- 4° Silberoxidbatterien;
- 5° Zink-Luftbatterien;
- 6° Nickel-Kadmiumakkus;
- 7° Nickel-Metallhydrid-Akkus;
- 8° Lithiumakkus;
- 9° Bleiakkus;
- 10° sonstige Batterien oder Akkus.

Das Gewicht von Batterien oder Akkus, die in der Region auf den Markt gebracht werden, wird unter Berücksichtigung der während desselben Zeitraums in Belgien auf den Markt gebrachten Gesamtmenge von Batterien oder Akkus und unter Berücksichtigung der von dem Nationalen Statistischen Institut übermittelten demographischen Daten bestimmt.

§ 2. Die Organisationen übermitteln dem Amt und dem Begleitausschuss jedes Jahr spätestens bis zum 1. April die Menge der Batterien und Akkus, die von ihnen in Durchführung der vorliegenden Umweltverwaltungsvereinbarung gesammelt wurden, und zwar ausgedrückt in Kilogramm und mindestens nach jeder der nachstehend angeführten Kategorien aufgeteilt:

- 1° aufladbare Batterien;
- 2° Knopfbatterien oder -akkus;
- 3° Bleiakkus;
- 4° sonstige Batterien oder Akkus.

§ 3. Die Organisationen übermitteln dem Amt und dem Begleitausschuss jedes Jahr spätestens bis zum 1. April auf der Grundlage der in den vorerwähnten §§ 1 und 2 Angaben eine Veranschlagung des Tonnengehalts von Batterien und Akkus, die von ihnen in Durchführung der vorliegenden Vereinbarung gesammelt wurden, und zwar ausgedrückt in Kilogramm und mindestens nach jeder der nachstehend angeführten Kategorien aufgeteilt:

- 1° Kohlezinkbatterien;
- 2° Alkalimanganbatterien oder -akkus;
- 3° Quecksilberoxidbatterien;
- 4° Silberoxidbatterien;
- 5° Zink-Luftbatterien;
- 6° Nickel-Kadmiumakkus;
- 7° Nickel-Metallhydrid-Akkus;
- 8° Lithiumakkus;
- 9° Bleiakkus;
- 10° sonstige Batterien oder Akkus.

§ 4. Die Organisationen übermitteln dem Amt und dem Begleitausschuss jedes Jahr spätestens bis zum 1. April die Liste der Betriebe, in denen die von ihnen gesammelten Altbatterien oder -akkus sortiert und behandelt wurden, sowie die Art und Weise, wie diese Sortierung und Behandlung vonstatten ging.

§ 5. Die Organisationen übermitteln dem Amt und dem Begleitausschuss jedes Jahr spätestens bis zum 1. April auf der Grundlage einer theoretischen Masse-Materie-Bilanz das Gewicht von recycelten Abfällen aus Altbatterien oder -akkus, und zwar für jede der in Artikel 7, § 1 angeführten Kategorien.

§ 6. Die Organisationen informieren das Amt und den Begleitausschuss über die für Rechnung der Verwaltungsinstanz im Hinblick auf die Erreichung des in der vorliegenden Vereinbarung angestrebten Ziels abgeschlossenen Recycling- und Aufwertungsvereinbarungen.

§ 7. Zur Erreichung der in der vorliegenden Vereinbarung erwähnten Ziele erarbeitet die Verwaltungsinstanz jedes Jahr eine auf die Verbraucher ausgerichtete Informations- und Sensibilisierungskampagne.

Die Kampagne-Entwürfe werden dem Amt zur Begutachtung unterbreitet. Falls die Informationskampagnen nicht mit den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung im Einklang stehen oder den von der Region geführten gemeinnützigen Kampagnen schaden könnten, ist die Verwaltungsinstanz verpflichtet, ihre Informationskampagnen dementsprechend anzupassen.

§ 8. Die Verwaltungsinstanz unterbreitet dem Amt und dem Begleitausschuss jedes Jahr einen vorausschauenden Aktionsplan nach Etappen für fünf Jahre, um die vorausschauende Vision der Aktionen, die zwecks der Erzielung der Ergebnisse in Sachen Recycling und Aufwertung ausgeführt werden, im Einzelnen darzulegen.

Kontrolle

Art. 10 - § 1. Die Verwaltungsinstanz kann keinem Unternehmen, auf das die in der vorliegenden Vereinbarung erwähnte Rücknahmepflicht anwendbar wäre, den Beitritt verweigern, außer aus schwerwiegenden Gründen, die dem Amt gebührend nachzuweisen sind.

§ 2. Im Hinblick auf die Durchführung der Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung sind die Organisationen befugt, mit Drittpersonen Vereinbarungen abzuschließen, die über die erforderlichen Mittel verfügen, um ihre Rücknahmepflicht erfüllen zu können, und die die geltende regionale Gesetzgebung einhalten.

§ 3. Die Verwaltungsinstanzen können dem Amt und dem Begleitausschuss die aufgrund des Artikels 9 erforderlichen Angaben in globaler Form für die Gesamtheit der beitretenden Erzeuger und Importeure übermitteln. Diese Zahlenangaben werden von dem Revisor der Verwaltungsinstanz gleichlautend genehmigt.

§ 4. Jedes Jahr lässt die Verwaltungsinstanz auf ihre Kosten die Jahresabrechnungen von einem Betriebsrevisor kontrollieren. Der von dem Betriebsrevisor erstellte Bericht wird dem Amt und der Verwaltungsinstanz übermittelt.

Dieser Jahresbericht gibt die Finanzierungsart des Kollektivsystems deutlich wieder.

Das Amt verfügt über die Möglichkeit, bei dem Betriebsrevisor zusätzliche Anträge zu stellen.

§ 5. Das Amt und der Begleitausschuss werden über alle strategischen Beschlüsse bezüglich der operationellen und logistischen Aspekte der Durchführung der vorliegenden Vereinbarung unterrichtet.

Abschnitt 3 - Finanzierung

Art. 11 - § 1. Die Teilnehmer des Kollektivsystems finanzieren das System via eine Abgabe an die Verwaltungsinstanz pro Batterie oder Akku bei deren Vermarktung. Diese Abgabe kann für jeden Batterie- oder Akkutyp unterschiedlich sein, und zwar unter Berücksichtigung der Kosten, die für die verschiedenen Typen im Rahmen der Durchführung der vorliegenden Vereinbarung auftreten.

Der Betrag dieser Abgabe wird von der Verwaltungsinstanz unter Berücksichtigung der voraussichtlichen Kosten für unter anderem die Sammlung, Sortierung und Behandlung festgelegt.

§ 2. Die Höhe und die Modalitäten der in § 1 erwähnten Beiträge werden dem Amt unter Bekräftigung einer angemessenen Begründung zur Begutachtung unterbreitet.

Es wird ein Finanzplan erstellt, um den Betrag der Abgaben festzusetzen. Dieser Finanzplan wird dem Amt von der Verwaltungsinstanz unterbreitet. Das Amt ist verpflichtet, sein Gutachten innerhalb des Monats ab dem Erhalt aller Belege abzugeben.

§ 3. Der Betrag der in § 1 erwähnten Abgabe wird jährlich revidiert. Die revidierte Abgabe ist spätestens sechs Monate nach dem von dem Amt abgegebenen Gutachten anwendbar.

§ 4. Beim Verkauf von Batterien oder Akkus steht die Abgabe mit der Angabe der entsprechenden Beträge stets getrennt auf der Rechnung.

§ 5. Für die Berechnung der von den Teilnehmern des Kollektivsystems gemäß § 1 des vorliegenden Artikels zu zahlenden Abgaben, setzen diese die Verwaltungsinstanz in regelmäßigen Zeitabständen von der Anzahl Batterien oder Akkus in Kenntnis, die jeder im Laufe der Bezugsperiode auf den Markt gebracht hat.

Die Häufigkeit der Berichterstattung und die Bezugsperiode werden von der Verwaltungsinstanz festgelegt.

§ 6. Die in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnte Abgabe ist nicht für die Batterien oder Akkus zu zahlen, für die die Teilnehmer des Kollektivsystems den Nachweis erbringen können, dass eine Abgabe für die Sammlung und das Recycling an ein Sammlungs- und Recyclingssystem gezahlt wurde, mit dem die Verwaltungsinstanz zu diesem Zweck eine Vereinbarung abgeschlossen hat.

§ 7. Zusätzlich zu den in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnten Abgaben zahlen die Teilnehmer des Kollektivsystems eine Jahresgebühr an die Verwaltungsinstanz. Diese deckt unter anderem die administrative Bearbeitung der Erklärungen der Teilnehmer innerhalb des Kollektivsystems und die Verwaltungskosten für die Berichte, die an die Behörden zu richten sind. Für die Unternehmen, die weniger als 1 000 Batterien pro Jahr auf den Markt bringen, wird ein vereinfachtes Erklärungssystem eingesetzt, das gleichzeitig die Sammlungs- und Recyclingabgaben und die Jahresgebühr deckt.

Sensibilisierung der Verbraucher

Art. 12 - Der Endverkäufer ist verpflichtet, an einer sichtbaren Stelle in jeder der Verkaufsstellen eine Mitteilung anzubringen, in der angegeben wird, wie er den Bestimmungen der vorliegenden Vereinbarung gerecht wird. Das von der Verwaltungsinstanz zur Verfügung gestellte Sensibilisierungsmaterial unterliegt der vorherigen Begutachtung des Amts.

Aufgaben der Behörden

Art. 13 - § 1. Um einer Beunruhigung des Markts vorzubeugen, sorgt die Region dafür, dass die im Bereich der Annahmepflicht geltenden gesetzlichen Bestimmungen strengstens angewandt und bei Nichteinhaltung bestraft werden. Zu diesem Zweck verpflichten sich die Behörden, die notwendigen Kontrollinstrumente auszuarbeiten und einzusetzen.

Die betreffende Kontrolle bezweckt in erster Linie die Identifizierung aller der Rücknahmepflicht unterliegenden Erzeuger und Importeure und anschließend die tatsächliche Einhaltung seitens dieser Erzeuger und Importeure der ihnen auferlegten Rücknahmepflicht. Die Behörden ergreifen die Initiative, gemeinsam mit den unterzeichnenden Organisationen das Problem anzugehen, das diejenigen Personen darstellen, die sich von dieser Pflicht zu entziehen versuchen.

§ 2. Um die von den Organisationen und ihren Mitgliedern durch die Unterzeichnung der vorliegenden Vereinbarung unternommene Vorgehensweise zu unterstützen, verpflichtet sich die Region, auf ihrem Niveau die notwendigen vorschriftsmäßigen Zusatzbestimmungen zu treffen, insofern die Durchführung der Rücknahmepflicht es erfordert und nachdem sie sich mit den Organisationen abgesprochen hat.

KAPITEL V - *Schlussbestimmungen*

Begleitausschuss

Art. 14 - Es wird ein Begleitausschuss eingerichtet.

Dieser Begleitausschuss setzt sich mindestens aus folgenden Personen zusammen:

- einem Vertreter des Ministers;
- einem Vertreter des «Office wallon des déchets»;
- einem Vertreter der «F.E.E.»;
- einem Vertreter der «BEBAT».

Jeder Vertreter kann sich von einem Stellvertreter ersetzen lassen.

Der Begleitausschuss fasst seine Beschlüsse im Konsens.

Streitkommission

Art. 15 - § 1. Im Streitfall bezüglich der Durchführung der Vereinbarung wird eine Streitkommission eingesetzt. Diese Kommission setzt sich stets aus zwei Vertretern der Region, zwei Vertretern der Organisationen und einem Vorsitzenden zusammen, wobei es sich jeweils um die aufgrund der Eigenart des Streitfalls geeignetsten Vertreter handelt. Der Vorsitzende wird unter den Vertretern der Region mit der Zustimmung der anderen Vertreter bezeichnet.

§ 2. Die Streitkommission fasst ihre Beschlüsse im Konsens; Wird kein Konsens erreicht, erstattet die Streitkommission beim zuständigen Minister Bericht.

Dauer und Ende der Vereinbarung

Art. 16 - § 1. Die Vereinbarung tritt am zehnten Tag nach ihrer vollständigen Veröffentlichung in Kraft, wie in Artikel 4 des Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen erwähnt.

§ 2. Die Vereinbarung wird für eine Dauer von fünf Jahren abgeschlossen.

Wie in Artikel 8 des vorerwähnten Dekrets vom 20. Dezember 2001 über die Umweltvereinbarungen vorgesehen, kann sie in gegenseitigem Einverständnis abgeändert werden.

Sie kann von der Region und einer oder mehreren Organisationen in gegenseitigem Einverständnis gemäß den Bestimmungen des vorerwähnten Dekrets erneuert werden.

§ 3. Vorbehaltlich der Einhaltung einer Kündigungsfrist von sechs Monaten sind die unterzeichnenden Parteien jederzeit berechtigt, die Vereinbarung aufzulösen.

Die Kündigungsfrist läuft ab dem ersten Tag des Monats, der auf die Zustellung folgt.

Unter Gefahr der Nichtigkeit wird die Auflösung per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief oder mittels einer Gerichtsvollzieherurkunde zugestellt.

§ 4. Wenn dieser Vereinbarung ein Ende gesetzt wird, sei es durch den vorgesehenen Fristablauf oder durch die Auflösung durch eine oder mehrere unterzeichnende Parteien, sind die Hersteller und Importeure von Batterien und Akkus, auf die diese Vereinbarung anwendbar ist, verpflichtet, der Rücknahmepflicht gemäß den Bestimmungen des Dekrets und des Erlasses gerecht zu werden.

Zuständigkeitsklausel

Art. 17 - Jegliches Verfahren, das sich aus der vorliegenden Umweltvereinbarung ergibt oder diese betrifft, und für das die Streitkommission im Sinne von Art. 15 der vorliegenden Vereinbarung keine Lösung gefunden hat, unterliegt der Zuständigkeit der Friedensrichter und der Gerichte des Gerichtsbezirks Namur.

Strafklausel

Art. 18 - Im Falle der Nichtbeachtung der vorerwähnten Bestimmungen, die durch die Region festgestellt und der Verwaltungsinstanz per Einschreiben mitgeteilt worden ist, reicht Letztere innerhalb einer Frist von zwei Monaten ab der Mitteilung der Feststellung des Verstoßes bei dem Amt einen Anpassungsplan ein.

Lehnt das Amt den Plan ab, so muss es dies per Einschreiben, in dem die Gründe dieser Ablehnung angeführt sind, mitteilen. Die Verwaltungsinstanz ist daraufhin verpflichtet, innerhalb einer Frist von einem Monat einen revidierten Plan einzureichen, in dem den vom Amt erörterten Kritiken Rechnung getragen wird, unter Androhung einer finanziellen Strafe in Höhe von 15.000 Euro, die dem Amt zu zahlen sind.

Es kann beim Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, Einspruch gegen den Beschluss des Amtes erhoben werden. Innerhalb einer Frist von vierzig Tagen befindet der Minister über diesen Einspruch.

Schlussklausel

Art. 19 - Die Umweltvereinbarung wird am ... in Namur abgeschlossen und von den Vertretern aller Parteien unterzeichnet, wobei jede Partei erklärt, ein Exemplar erhalten zu haben.

Namur, den ...

Für die Wallonische Region:

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der wallonische Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

Für die VoE «Fédération de l'Electricité et de l'Electronique»:

Y. DE COOREBYTER

Ph. CELIS

Für «BEBAT»:

P. COONEN

Y. VAN DOREN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[2004/200633]

**Bericht. — Ontwerp van milieuovereenkomst
betreffende de terugnameplicht voor gebruikte batterijen**

Overeenkomstig artikel 5, § 2, van het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten deelt de Waalse Regering mee dat ze op 22 januari 2004 het onderstaande ontwerp van overeenkomst in eerste lezing heeft aangenomen.

Geschreven opmerkingen kunnen binnen een maand na deze bekendmaking gericht worden aan de « Office wallon des déchets » (Waalse dienst voor afvalstoffen), avenue Prince de Liège 15, te 5100 Jambes.

De Regering en de instellingen die het ontwerp van overeenkomst hebben opgemaakt, zullen de ingediende opmerkingen en adviezen onderzoeken en, in voorkomend geval, het ontwerp van overeenkomst wijzigen alvorens het definitief aan te nemen.

Ontwerp van milieuovereenkomst betreffende de terugnameplicht voor gebruikte batterijen

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, gewijzigd bij het programmadecreet van 19 december 1996 houdende verschillende maatregelen inzake financiën, tewerkstelling, milieu, gesubsidieerde werken, huisvesting en sociale actie, het decreet van 27 november 1997 tot wijziging van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer en gedeeltelijk vernietigd door het arrest nummer 81/97 van het Arbitragehof van 17 december 1997, inzonderheid op artikel 8, 2^o, gewijzigd bij het programmadecreet van 17 december 1997 houdende verschillende maatregelen inzake belastingen, taksen en retributies, huisvesting, onderzoek, milieu, plaatselijke besturen en vervoer, bij het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, bij het decreet van 15 februari 2001, bij het decreet van 20 december 2001 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde goederen of afvalstoffen, bij het decreet van 20 december 2001 tot invoering van de euro, bij het decreet van 18 juli 2002 tot wijziging van het Waalse wetboek van ruimtelijke ordening, stedenbouw en patrimonium, bij het decreet van 19 september 2002 tot wijziging van de decreten van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, bij het decreet van 15 mei 2003 tot wijziging van het decreet van 11 september 1985 houdende organisatie van de milieueffectbeoordeling in het Waalse Gewest, het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, het decreet van 11 september 1999 betreffende de milieuvergunning en bij het decreet van 16 oktober 2003;

Gelet op het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan;

Gelet op de bekendmaking van het ontwerp van milieuovereenkomst betreffende de uitvoering van de terugnameplicht voor gebruikte batterijen in het *Belgisch Staatsblad* van ... aangekondigd in twee Franstalige dagbladen, in een Duitstalig dagblad en op de website van het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu en het Directoraat-generaal Technologieën, Onderzoek en Energie;

Gelet op het verbintenisprotocol betreffende de selectieve inzameling en de verwerking van gebruikte batterijen van 17 juni 1997, verlengd tot 31 december 2002 d.m.v. een aanhangsel;

Overwegende dat het geboden is enerzijds de sectoren die batterijen produceren te responsabiliseren en anderzijds de recyclage van gebruikte batterijen te bevorderen teneinde het storten en verbranden ervan drastisch te beperken;

Overwegende dat het geboden is de uniciteit van de Belgische markt van batterijen en startbatterijen in stand te houden,

De volgende partijen :

1^o het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de heer J.-Cl. Van Cauwenberghe, Minister-President van de Waalse Regering, en door de heer M. Foret, Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu, hierna « het Gewest » genoemd;

2° de volgende organisaties :

a) de Federatie Elektriciteit en Elektronica V.Z.W., waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is E. Plaskyalaan 92/94, bus 1, te Brussel, vertegenwoordigd door de heer Yves De Coorebyter, afgevaardigd bestuurder van de F.E.E. en door de heer Philippe Celis, bestuurder en voorzitter van de afdeling Fabrikanten en invoerders van batterijen of startbatterijen, hierna « F.E.E. » genoemd;

b) BEBAT, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is Lambermontlaan 342, te 1030 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Peter Coonen, voorzitter, en door de heer Yves Van Doren, directeur-generaal, hierna « de Organisaties » genoemd,

komen hetgeen volgt overeen :

HOOFDSTUK I. - Algemene bepalingen

Afdeling 1. - Voorwerp van de overeenkomst

Artikel 1. Deze milieuovereenkomst beoogt de vastlegging van de modaliteiten voor de uitvoering van de terugnameplicht voor batterijen of startbatterijen overeenkomstig Hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde goederen en afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan. Ze beoogt ook een geharmoniseerde aanpak inzake het beheer van gebruikte batterijen en startbatterijen in de drie Gewesten.

Afdeling 2. - Begripsomschrijving

Art. 2. Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt verstaan onder :

1° het « decreet » : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, zoals gewijzigd;

2° het « besluit » : het besluit van de Waalse Regering van 25 april 2002 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen met het oog op de valorisatie of het beheer ervan;

3° het « begeleidingscomité » : het comité ingesteld overeenkomstig artikel 14 van deze overeenkomst;

4° « batterijen of startbatterijen » : elektrische energiebron verkregen door rechtstreekse omzetting van chemische energie, bestaande uit één of meer batterijen, met uitzondering van loodstartbatterijen;

5° « loodstartbatterij » : startbatterij bestaande uit loodplaatjes gedompeld in een elektrolytische oplossing en bestemd voor het opstarten van verbrandingsmotoren;

6° « gebruikte batterij of startbatterij » : elke batterij of startbatterij waarvan de houder zich ontdoet of zich wil of moet ontdoen;

7° « producent » : elke natuurlijke of rechtspersoon die batterijen of startbatterijen fabriceert en op de markt brengt in het Waalse Gewest;

8° « invoerder » : elke natuurlijke of rechtspersoon die batterijen of startbatterijen invoert en op de markt brengt in het Waalse Gewest;

9° « detailhandelaar » : elke natuurlijke of rechtspersoon die in het Waalse Gewest batterijen of startbatterijen te koop aanbiedt aan de verbruikers;

10° « gemeenschappelijk systeem » : het systeem tot stand gebracht door de beheersinstelling met het oog op de uitvoering van de terugnameplicht voor batterijen en startbatterijen, zoals bepaald in het besluit;

11° « leden van de Organisaties » : de leden van de Organisaties in de zin van artikel 10 van de wet van 27 juni 1921, zoals gewijzigd, waarbij rechtspersoonlijkheid wordt verleend aan verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut die stemrecht hebben op de algemene vergadering van de organisaties;

12° « beheersinstelling » : instelling in de vorm van een v.z.w. overeenkomstig de wet van 27 juni 1921, zoals gewijzigd, opgericht door de leden van de organisaties om de doelstellingen van de overeenkomst te halen;

13° « deelnemer aan het gemeenschappelijk systeem » : elke natuurlijke of rechtspersoon die een toetredingsovereenkomst heeft gesloten met een beheersinstelling;

14° « dienst » : « Office wallon des déchets » (Waalse dienst voor afvalstoffen).

Afdeling 3. - Toepassingsveld

Art. 3. § 1. De milieuovereenkomst wordt tussen bovengenoemde partijen gesloten overeenkomstig het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten. Deze overeenkomst is dwingend voor genoemde partijen alsook voor alle leden en deelnemers van de instellingen die hun organisatie te dien einde gemandateerd hebben. Een lijst van de leden en deelnemers van de instellingen die mandaat gegeven hebben ligt ter inzage van de Dienst.

Bovengenoemde partijen verbinden zich ertoe hun leden en deelnemers uitvoerig te informeren over de verplichtingen die deze overeenkomst met zich meebrengt.

Deze overeenkomst is van toepassing op de leden van de afdeling « Fabrikanten en invoerders van batterijen of startbatterijen » van de « F.E.E. », op de leden van de andere Organisaties en op de deelnemers aan het gemeenschappelijk systeem.

Art. 4. Deze overeenkomst is van toepassing op batterijen of startbatterijen waarvan de houder zich ontdoet, zich wil of moet ontdoen, en die onder de wettelijke terugnameplicht vallen.

HOOFDSTUK II. - *Preventie*

Art. 5. De leden van de Organisaties verbinden zich ertoe :

- de hoeveelheid cadmium in zink-kool en in alkali-mangaan batterijen uiterlijk 1 januari 2004 tot 0,002 % gewicht terug te brengen;
- de hoeveelheid lood in zink-kool en in alkali-mangaan batterijen uiterlijk 1 januari 2004 tot 0,02 % gewicht terug te brengen;
- de gebruikers en fabrikanten van apparaten duidelijk en actief te wijzen op het soort batterijen dat binnen hun gamma het meest geschikt lijkt voor bepaalde toepassingen, rekening houdende met de technische kenmerken van de batterijen en toepassingen;
- de nodige inspanningen te leveren om de gemiddelde kwaliteit van de door hen gecommercialiseerde batterijen te verhogen qua vermogen, levensduur en behoudsduur. De resultaten van de geleverde inspanningen zullen om de twee jaar geëvalueerd worden door de leden van de Organisaties en door het begeleidingscomité. Op grond van die evaluaties zal het begeleidingscomité de nodige aanbevelingen formuleren ter attentie van de Minister van Leefmilieu.

HOOFDSTUK III. - *Selectieve inzamelingen en verwerking van de batterijen**Afdeling 1. - Selectieve inzamelingen*

Art. 6. § 1. De Organisaties verbinden zich ertoe alle gebruikte batterijen of startbatterijen ingezameld door detailhandelaars krachtens artikel 28 van dit besluit regelmatig gratis in te zamelen of te laten inzamelen.

§ 2. De Organisaties verbinden zich ertoe alle gebruikte batterijen of startbatterijen ingezameld door publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de ophaal van huisafval regelmatig gratis in te zamelen of te laten inzamelen.

§ 3. De uitvoering van de terugnameplicht moet ertoe leiden dat de doelstelling inzake inzameling, waarin de in het Gewest geldende wetbepalingen voorzien, uiterlijk vanaf 1 januari 2004 gehaald wordt. Tijdens de duur van deze overeenkomst moet de terugnameplicht leiden tot een vermindering van 10 % van het relatieve gewicht van de niet afzonderlijk ingezamelde gebruikte batterijen of startbatterijen t.o.v. het totaalgewicht van de gebruikte batterijen of startbatterijen.

§ 4. De Organisaties verbinden zich ertoe alle gebruikte batterijen of startbatterijen die in het Gewest aanwezig zijn in instellingen vergund om elektrische of elektronische toestellen of buiten dienst gestelde voertuigen te ontmantelen of te ontsmetten, regelmatig gratis in te zamelen of te laten inzamelen.

§ 5. De Organisaties zien bijzonder zorgvuldig toe op de inzameling van batterijen of startbatterijen die gevaarlijke stoffen bevatten in de zin van het koninklijk besluit van 17 maart 1997 inzake batterijen en accu's die gevaarlijke stoffen bevatten, van de wijzigingsbesluiten en de regelgevingen die bedoeld besluit vervangen.

§ 6. De beheersinstelling doet een oproep tot de concurrentie voor de inzameling van gebruikte batterijen en startbatterijen en voor de afvoer van de ingezamelde batterijen en startbatterijen naar een verwerkingsinstallatie voor batterijen of startbatterijen. De ophalers van gebruikte batterijen of startbatterijen verbinden zich ertoe de geldende gewestelijke wetbepalingen in acht te nemen. Het bestek wordt eerst voor advies aan de Dienst voorgelegd. Als de beheersinstelling van het advies van de Dienst afwijkt, mag de Dienst bij het begeleidingscomité beroep instellen i.v.m. de nakoming van de wettelijke terugnameplicht en van deze milieuovereenkomst. In geval van beroep moet het bestek goedgekeurd worden door alle leden van het begeleidingscomité.

Bij gebrek aan eenparigheid van stemmen wordt het geschil aan de Minister van Leefmilieu voorgelegd krachtens artikel 15, § 2, van deze overeenkomst.

Het bestek zal een maand vóór de datum van de vergadering van het begeleidingscomité verzonden worden. De resultaten van de offerteaanvraag worden gemotiveerd aan de Dienst meegedeeld.

§ 7. De Organisaties verbinden zich ertoe alle inzamelrecipiënten die ter beschikking van de gebruikers gesteld worden op te halen en te behandelen of te laten behandelen zodra ze buiten dienst zijn.

Afdeling 2. - Sortering - Verwerking

Art. 7. § 1. De gebruikte batterijen worden in een eerste fase gesorteerd zodat de verschillende delen geïsoleerd kunnen worden met het oog op de recyclage ervan, meer bepaald :

- knoobatterijen met kwikzilveroxide;
- nikkel-cadmium en nikkel-metaalhydride startbatterijen;
- loodstartbatterijen;
- alkali-, zoutbatterijen en andere.

§ 2. De overeenkomst moet betrekking hebben op de verwerking van batterijen en startbatterijen gebruikt en ingezameld in het Gewest overeenkomstig de wetbepalingen die er van kracht zijn.

§ 3. De recyclagetechnieken moeten voldoen aan de wetbepalingen van kracht in het Gewest.

De sorteer- en verwerkingsmethodes zullen al naar gelang de evolutie van de beschikbare technieken bepaald worden volgens het principe van de « beste beschikbare technologie die geen overdreven kosten veroorzaakt » en waarvan de kosten gedekt kunnen worden door de inzamel- en recycleerbijdrage.

§ 4. Het recyclagepercentage wordt berekend door het gewicht betreffende de elektrolyt af te houden van het totaalgewicht van de ingezamelde gebruikte batterijen of startbatterijen.

§ 5. De doelstellingen inzake recyclage worden jaarlijks in overleg tussen de Organisaties, de Dienst en het begeleidingscomité geëvalueerd. Die evaluatie dient voor de formulering van de voorstellen die aan de Minister voorgelegd moeten worden met het oog op de aanpassing van het recyclagepercentage.

§ 6. De beheersinstelling doet een offerteaanvraag voor de verwerking van gebruikte batterijen of startbatterijen.

Het bestek wordt voor advies aan de Dienst voorgelegd. Als de beheersinstelling van het advies van de Dienst afwijkt, heeft de Dienst het recht om beroep in te stellen bij het begeleidingscomité i.v.m. de nakoming van de wettelijke terugnameplicht en van deze milieuovereenkomst.

In geval van beroep moet het bestek door alle leden van et begeleidingscomité goedgekeurd worden.

Bij gebrek aan eenstemmigheid wordt het geschil aan de Minister van Leefmilieu voorgelegd overeenkomstig artikel 15, § 2, van deze overeenkomst.

De resultaten van de offerteaanvraag en de gemotiveerde keuze van de aannemer worden meegedeeld aan de Dienst.

§ 7. De lijst van de verwerkingsinstallaties waarop een beroep zal worden gedaan voor de verwerking van de krachtens deze overeenkomst ingezamelde batterijen en startbatterijen, wordt door de beheersinstelling ter inzage gelegd van de Dienst.

§ 8. De overeenkomsten gesloten met de verwerkingsbedrijven bevatten één of meer bepalingen op grond waarvan de economische activiteit door een zelfstandig certificatieorganisme gecontroleerd kan worden.

HOOFDSTUK IV. - *De beheersinstelling*

Afdeling 1. - Opdrachten van de beheersinstelling

Art. 8. § 1. De Organisaties nemen het initiatief om één of meer beheersinstellingen in de vorm van (een) vereniging(en) zonder winstoogmerk op te richten overeenkomstig de wet van 27 juni 1921, zoals gewijzigd, waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

§ 2. BEBAT wordt beschouwd als de eerste beheersinstelling in de zin van dit artikel.

§ 3. De beheersinstellingen staan o.a. in voor :

1. de organisatie van de inzameling van gebruikte batterijen of startbatterijen overeenkomstig de bepalingen van deze overeenkomst;

2. de organisatie van de verwerking van de ingezamelde gebruikte batterijen of startbatterijen;

3. informatieverstrekking aan alle actoren betrokken bij de uitvoering van deze overeenkomst;

4. de opvolging van de monitoring die het halen van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde resultaten beoogt, de uitvoering van de andere bepalingen van deze overeenkomst en de gewaarborgde controle erop.

§ 4. Twee vertegenwoordigers van de Dienst worden uitgenodigd op de vergaderingen van de raad van bestuur van de beheersinstelling. Ze wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij zonder stemrecht.

Ook zij ontvangen een verslag van de vergaderingen van de raad van bestuur.

§ 5. De beheersinstelling stelt jaarlijks een beheersplan op, dat voor advies aan de Dienst wordt voorgelegd.

Dat beheersplan voorziet in de nodige maatregelen om de inzameling en verwerking van de batterijen en startbatterijen te waarborgen over een periode van zes maanden na de eventuele overdracht van de activiteiten van de beheersinstelling.

Als de beheersinstelling afwijkt van het advies van de Dienst, heeft de Dienst het recht om beroep in te stellen bij het begeleidingscomité voor wat betreft de naleving van de wettelijke terugnameplicht en van deze milieuovereenkomst.

Indien een beroep wordt ingesteld, moet het bestek eenparig goedgekeurd worden door de leden van het begeleidingscomité.

Bij gebrek aan eenparigheid van stemmen wordt het geschil aan de Minister van Leefmilieu voorgelegd overeenkomstig artikel 15, § 2, van deze overeenkomst.

§ 6. Indien de doelstellingen van deze overeenkomst na de uitvoering van het beheersplan niet gehaald worden, verbindt de beheersinstelling zich ertoe een bijsturingsplan in te dienen overeenkomstig artikel 18.

Afdeling 2. - Rapportering en controle

Verstrekking van gegevens

Art. 9. § 1. De Organisaties geven de Dienst en het begeleidingscomité jaarlijks uiterlijk 1 april kennis van de hoeveelheid batterijen en startbatterijen die hun leden en deelnemers in de loop van het afgelopen kalenderjaar op de markt hebben gebracht in het Gewest. Die hoeveelheid wordt in kilogram uitgedrukt en hoe dan ook volgens elk van onderstaande categorieën verdeeld :

1° zink-kool batterijen;

2° alkali-mangaan batterijen of startbatterijen;

3° kwikzilveroxide batterijen;

4° zilveroxide batterijen;

5° zink-lucht batterijen;

6° nikkel-cadmium startbatterijen;

7° nikkel-metaalhydride startbatterijen;

8° lithium startbatterijen;

9° loodstartbatterijen

10° andere batterijen of startbatterijen.

Het gewicht van de in het Gewest op de markt gebrachte batterijen of startbatterijen wordt bepaald op grond van de totale hoeveelheid batterijen of startbatterijen op de markt gebracht in België tijdens dezelfde periode en op grond van de demografische gegevens verstrekt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek.

§ 2. De Organisaties geven de Dienst en het begeleidingscomité jaarlijks uiterlijk 1 april kennis van de hoeveelheid batterijen en startbatterijen die door hun toedoen zijn ingezameld krachtens deze milieuovereenkomst. Die hoeveelheid wordt in kilogram uitgedrukt en hoe dan ook volgens elk van onderstaande categorieën verdeeld :

- 1° herlaadbare batterijen;
- 2° batterijen of knoopbatterijen;
- 3° loodstartbatterijen;
- 4° andere batterijen of startbatterijen.

§ 3. Op basis van de gegevens bedoeld in §§ 1 en 2 hierboven bezorgen de Organisaties de Dienst en het begeleidingscomité jaarlijks uiterlijk 1 april een schatting van de in ton uitgedrukte hoeveelheden batterijen en startbatterijen die ze ingezameld hebben krachtens deze overeenkomst. Die hoeveelheden worden hoe dan ook volgens elk van de onderstaande categorieën verdeeld :

- 1° zink-kool batterijen;
- 2° alkali-mangaan batterijen of startbatterijen;
- 3° kwikzilveroxide batterijen;
- 4° zilveroxide batterijen;
- 5° zink-lucht batterijen;
- 6° nikkel-cadmium startbatterijen;
- 7° nikkel-metaalhydride startbatterijen;
- 8° lithium startbatterijen;
- 9° loodstartbatterijen
- 10° andere batterijen of startbatterijen.

§ 4. De Organisaties geven de Dienst en het begeleidingscomité jaarlijks uiterlijk 1 april kennis van de lijst van de bedrijven waar de door hen ingezamelde gebruikte batterijen en startbatterijen gesorteerd en verwerkt werden, alsook van de sorteer- en verwerkingsmethodes.

§ 5. Op grond van een theoretische balans massa-stof geven de Organisaties de Dienst en het begeleidingscomité jaarlijks uiterlijk 1 april voor elke categorie bedoeld in artikel 7, § 1, kennis van het gewicht van de gerecycleerde afval van gebruikte batterijen en startbatterijen.

§ 6. De Organisaties geven de Dienst en het begeleidingscomité kennis van de overeenkomsten die inzake recyclage en valorisatie voor rekening van de beheersinstelling gesloten worden om de doelstelling van deze overeenkomst te halen.

§ 7. Om de doelstellingen van deze overeenkomst te halen, zal de beheersinstelling elk jaar een informatie- en sensibiliseringscampagne voor de consumenten op touw zetten.

De campagneontwerpen worden voor advies aan de Dienst voorgelegd. Indien de informatiecampagnes niet voldoen aan de bepalingen van deze overeenkomst of nadelig zijn voor de campagnes van algemeen nut gevoerd door het Gewest, moet de beheersinstelling haar informatiecampagnes dienovereenkomstig aanpassen.

§ 8. De beheersinstelling legt elk jaar een vijfjarig en stapsgewijs prospectief actieplan voor aan de Dienst en aan het begeleidingscomité. Dat plan bevat een uitvoerige omschrijving van de prospectieve visie van de acties die gevoerd zullen worden om resultaten inzake recyclage en valorisatie te halen.

Controle

Art. 10. § 1. De beheersinstelling mag de toetreding van geen enkele onderneming weigeren die onder de in deze overeenkomst bedoelde terugnameplicht valt, behoudens om ernstige redenen behoorlijk gewettigd door de Dienst.

§ 2. Om de bepalingen van deze overeenkomst uit te voeren, mogen de Organisaties overeenkomsten sluiten met derden die over de vereiste middelen beschikken om hun terugnameplicht te kunnen nakomen, en die de vigerende gewestelijke wetgeving in acht nemen.

§ 3. De beheersinstellingen mogen de Dienst en het begeleidingscomité de krachtens artikel 9 vereiste gegevens globaal verstrekken voor het geheel van de aangesloten producenten en invoerders. Die cijfergegevens worden voor echt verklaard door de revisor van de beheersinstelling.

§ 4. De beheersinstelling zal haar jaarrekeningen elk jaar op haar kosten laten controleren door een bedrijfsrevisor. Het verslag van de bedrijfsrevisor wordt overgemaakt aan de Dienst en de beheersinstelling.

Dat jaarverslag geeft duidelijk aan hoe het gemeenschappelijk systeem gefinancierd wordt.

De Dienst mag de bedrijfsrevisor om bijkomende verzoeken vragen.

§ 5. De Dienst en het begeleidingscomité worden in kennis gesteld van elke strategische beslissing betreffende de operationele en logistieke aspecten van de uitvoering van deze overeenkomst.

Afdeling 3. - Financiering

Art. 11. § 1. De deelnemers aan het gemeenschappelijk systeem betalen de financiering van het systeem aan de beheersinstelling via een bijdrage per batterij of startbatterij wanneer ze op de markt gebracht worden. Die bijdrage kan verschillen naargelang van het type batterij of startbatterij, rekening houdende met de kosten voor die verschillende types in het kader van de uitvoering van deze overeenkomst.

Het bedrag van die bijdrage wordt door de beheersinstelling bepaald rekening houdende met de geraamde kosten voor o.a. de inzameling, de sortering en de verwerking.

§ 2. Het bedrag en de modaliteiten van de bijdrage bedoeld in § 1 worden met de nodige motivering voor advies aan de Dienst voorgelegd.

Er wordt een financieel plan opgesteld om het bedrag van de bijdragen vast te leggen. Dat plan wordt door de beheersinstelling aan de Dienst voorgelegd. De Dienst moet advies uitbrengen binnen de maand, te rekenen van de datum van ontvangst van alle bewijsstukken.

§ 3. Het bedrag van de bijdrage bedoeld in § 1 kan jaarlijks herzien worden. De herziene bijdrage kan toegepast worden uiterlijk zes maanden na adviesverlening door de Dienst.

§ 4. Bij de verkoop van batterijen of startbatterijen wordt de bijdrage met opgave van de overeenstemmende bedragen steeds apart vermeld op de factuur.

§ 5. Voor de berekening van de bijdrage die ze krachtens § 1 van dit artikel moeten betalen, geven de deelnemers aan het gemeenschappelijk systeem de beheersinstelling regelmatig kennis van de hoeveelheid batterijen of startbatterijen die ze tijdens de referentieperiode op de markt hebben gebracht.

De periodiciteit van de rapportering en de referentieperiode worden door de beheersinstelling bepaald.

§ 6. De bijdrage bedoeld in § 1 van dit artikel is niet verschuldigd voor batterijen of startbatterijen waarvoor de deelnemers aan het gemeenschappelijk systeem het bewijs kunnen leveren dat een inzamelings- en recyclagebijdrage werd betaald aan een inzamelings- en recyclagesysteem waarmee de beheersinstelling daartoe een overeenkomst heeft gesloten.

§ 7. Naast de bijdragen bedoeld in § 1 van dit artikel, betalen de deelnemers aan het gemeenschappelijk systeem een jaarlijkse belasting aan de beheersinstelling. Die belasting dekt o.a. de administratieve behandeling van de aangiften van de deelnemers aan het gemeenschappelijk systeem, alsook de administratiekosten betreffende de naar de overheden te sturen verslagen. Voor de bedrijven die minder dan 1 000 batterijen/jaar op de markt brengen, wordt voorzien in een vereenvoudigd aangiftesysteem dat tegelijkertijd de inzamelings- en recyclagebijdragen en de jaarlijkse belasting omvat.

Sensibilisering van de verbruikers

Art. 12. De eindverkoper moet in elk verkooppunt op een zichtbare plaats in een bericht aangeven hoe hij aan de bepalingen van deze overeenkomst voldoet. Het sensibiliseringsmaterieel ter beschikking gesteld door de beheersinstelling behoeft het voorafgaandelijk advies van de Dienst.

Taken van de overheden

Art. 13. § 1. Om marktverstoring te voorkomen, zorgt het Gewest ervoor dat de vigerende wetsbepalingen betreffende de aanvaardingsplicht nauwgezet worden toegepast en bekrachtigd. Daartoe verbinden de overheden zich ertoe de nodige controle-instrumenten tot stand te brengen en te hanteren.

De controle bedoeld in § 1 is in eerste instantie gericht op de identificatie van alle producenten en invoerders onderworpen aan de terugnameplicht en dient vervolgens om na te gaan of de producenten en invoerders de hen opgelegde terugnameplicht daadwerkelijk nakomen. De overheden nemen het initiatief om samen met de ondertekenende organisaties oplossingen te vinden voor het probleem gesteld door degenen die de terugnameplicht trachten te omzeilen.

§ 2. Om steun te verlenen aan de organisaties en de leden ervan die deze overeenkomst hebben ondertekend, verbindt het Gewest zich ertoe op zijn niveau na overleg met de organisaties de nodige bijkomende reglementaire maatregelen te nemen, in zoverre zulks noodzakelijk is voor de uitvoering van de terugnameplicht.

HOOFDSTUK V. - Slotbepalingen

Begeleidingscomité

Art. 14. Er wordt een begeleidingscomité opgericht.

Dat Comité bestaat hoe dan ook uit :

- een vertegenwoordiger van de Minister;
- een vertegenwoordiger van de O.W.D.
- een vertegenwoordiger van de F.E.E.;
- een vertegenwoordiger van de BEBAT.

Elke vertegenwoordiger kan zich door een plaatsvervanger laten vervangen.

Het begeleidingscomité neemt zijn beslissingen bij consensus.

Geschillencommissie

Art. 15. § 1. In geval van geschil bij de uitvoering van de overeenkomst wordt een geschillencommissie samengesteld. Die commissie wordt ad hoc samengesteld (m.a.w. naargelang van de aard van het geschil) en bestaat steeds uit twee vertegenwoordigers van het Gewest, twee vertegenwoordigers van de Organisaties en een voorzitter. De voorzitter wordt met de instemming van de andere vertegenwoordigers onder de vertegenwoordigers van het Gewest aangewezen.

§ 2. De geschillencommissie neemt zijn beslissingen bij consensus; bij gebrek aan consensus, brengt de geschillencommissie verslag uit aan de Minister.

Duur en einde van de overeenkomst

Art. 16. § 1. De overeenkomst treedt in werking op de tiende dag na de integrale bekendmaking ervan overeenkomstig artikel 4 van het decreet van 20 december 2001 betreffende de milieuovereenkomsten.

§ 2. De overeenkomst wordt gesloten voor vijf jaar.

Ze kan in gezamenlijk overleg gewijzigd worden, zoals bedoeld in artikel 8 van voormeld decreet betreffende de milieuovereenkomsten.

Ze kan in gezamenlijk overleg door het Gewest en één of meer Organisaties hernieuwd worden met inachtneming van de bepalingen van voormeld decreet.

§ 3. De ondertekenende partijen hebben het recht om de overeenkomst elk ogenblik op te zeggen, mits inachtneming van een opzegtermijn van zes maanden. De opzegtermijn gaat in op de eerste dag van de maand na de betekening.

De opzegging wordt bij ter post aangetekend schrijven of bij deurwaardersexploot betekend, op straffe van nietigheid.

§ 4. Indien de overeenkomst eindigt, hetzij omdat de vastgelegde termijn verstreken is, hetzij na opzegging door één of meer ondertekenende partijen, moeten de producenten en invoerders van batterijen en startbatterijen op wie deze overeenkomst van toepassing is, aan de terugnameplicht voldoen krachtens de bepalingen van het decreet of het besluit.

Bevoegdheidsclausule

Art. 17. Elke procedure die voortvloeit uit deze milieuovereenkomst of die er betrekking op heeft en waarvoor de geschillencommissie geen oplossing vindt, zoals bepaald in artikel 15 van deze overeenkomst, valt onder de bevoegdheid van de vrederechters en van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Namen.

Strafclausule

Art. 18. Als het Gewest een overtreding van bovenstaande bepalingen vaststelt, wordt de beheersinstelling daarvan bij aangetekend schrijven in kennis gesteld. De beheersinstelling maakt binnen twee maanden na de kennisgeving van de vastgestelde overtreding een bijsturingsplan over aan de Dienst.

Als de Dienst het plan verwerpt, deelt hij zijn standpunt mee in een aangetekend schrijven waarin hij de redenen van de weigering opgeeft. De beheersinstelling moet dan binnen een maand een bijgestuurd plan indienen waarbij rekening wordt gehouden met de opmerkingen van de Dienst, op straffe van een aan de Dienst te betalen boete van 15.000 euro.

Tegen de beslissing van de Dienst kan beroep ingesteld worden bij de Minister van Leefmilieu. De Minister beslist over het beroep binnen een termijn van veertig dagen.

Slotbepaling

Art. 19. De milieuovereenkomst is gesloten te Namen op ... en ondertekend door de vertegenwoordigers van elke partij.

Elke partij bericht ontvangst van een exemplaar van de overeenkomst.

Namen, ...

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

Voor de Federatie Elektriciteit en Elektronica V.Z.W. :

Y. DE COOREBYTER
Ph. CELIS

Voor BEBAT :

P. COONEN
Y. VAN DOREN